

La Politique Américaine en Région Caspienne à l'Epreuve de l'Axe Irano-Russe

The American Policy in the Caspian Region against the Russian Iranian Axis

Mohammed Semiem^{1*}

Faculté de droit et de sciences politiques
Université de Jijel, 18000 Jijel, Alegria
mohamed.semiem@univ-jijel.dz

Abderrafik Kechout²

Université de Jijel, Alegria
abderrafik.kechout@univ-jijel.dz

Date de soumission :05/11/2024 Date d'acceptation :16/12/2024 Date de publication :04/06/2025

Résumé

Dans cet article, il est question de la politique américaine en région de la mer Caspienne, dont fait partie aussi le sud du Caucase, et les défis auxquels elle est confrontés. Dans la mise en œuvre de sa politique, les Etats – unis font face à une alliance de deux Etats régionaux aux intérêts immenses, la Russie et la république islamique d'Iran, en l'occurrence. Tous deux ont contracté une alliance stratégique pour mieux contrecarrer toute domination régionale américaine. Il s'agit, donc, dans cet article, de clarifier les intérêts et les mécanismes employés par l'Amérique, mais aussi de la stratégie conçue et mise en œuvre par la Russie et l'Iran. L'article conclut au fait que ces deux Etats n'ont jusqu'ici, certes, pas pu évincer les Etats unis, mais ils ont pu éviter à la zone, jusqu'à présent au moins, une hégémonie de cette puissance. Mieux encore, ces deux Etats y préservent toujours, chacune, une place respectable.

Mots clés: Politique étrangère américaine, Sud Caucase, région caspienne, Russie et Iran.

Abstract:

The present article deals with the American policy in the Caspian region, a region which includes a part from the south Caucasus, and challenges faced there. In fact, in the fulfilment of their objectives the American policy makers face a Russian Iranian axis. The later, the Iranian Islamic republic is known for its legendary hostility to the United States. These two states are in alliance in order to undermine American efforts there. It's a common sense to say that Americans want to set their domination over the region. In the course of this article, American interests and features used by policy makers will be highlighted. In the other hand, the Russian Iranian strategy will also be explained. This article's conclusion point out that these two allies couldn't yet throw the United States out of the region, but their influence is really limited.

Keywords: American foreign policy, Russian Iranian axis, Caspian region, south Caucasus.

*Auteur correspondant : **Laboratoire de la sécurité humaine: Actualité enjeux et perspective**

Introduction

La dislocation de l'URSS en décembre 1991 a suscité l'intérêt de nombreuses puissances pour ses anciennes dépendances. Toute la région Caspienne – Caucase est devenue, dans ce contexte, l'objet d'une compétition, toujours en cours. Des puissances affirmées ou émergentes, régionales ou extra régionales y sont impliquées. L'objectif était et reste son contrôle en raison, d'abord, de sa localisation géographique et, ensuite, pour ses réserves énergétiques dont regorge la mer éponyme. Entourée de cinq pays, à savoir la Russie au nord, la république islamique d'Iran au sud et trois autres Etats successeurs de l'Union soviétique, à savoir l'Azerbaïdjan à l'est, le Turkménistan et le Kazakhstan à l'ouest, cette étendue d'eau a une superficie de 436000km² environ.¹

De par cet emplacement, la région en question fait office d'un pont entre le proche - orient, les républiques jadis soviétiques et la sphère euro-atlantique. D'où l'importance que lui accordent lesdites puissances en quête d'influence². En effet, la Turquie, l'Iran, la Russie, l'Union européenne, la Chine et les Etats Unis d'Amériques, entre autres, s'y livrent à une véritable partie d'échecs depuis plus de vingt ans maintenant. Aucun acteur n'a, cependant, pu établir son hégémonie. En dépit de ces moyens colossaux, Washington peine bizarrement à asseoir son emprise. D'où la présente réflexion sur la nature de sa politique régionale et les écueils auxquels elle est confrontés. Ici, les défis et enjeux sont multiples pour une puissance globale de la stature des Etats unis.

Les politiques russe et iranienne, plus particulièrement, paraissent à première vue comme les écueils les plus importants dressés sur leur voie. Pour mettre au clair ces points d'ombres, il semble utile de se pencher en premier lieu sur les intérêts américains, puis s'occuper des principaux leviers qu'emploient ceux qui veillent sur la mise en œuvre de cette politique, avant de clôturer par l'évocation des obstacles auxquels ils sont confrontés. Une précision s'impose, cependant. Dans ce papier, la région caspienne est définie par la mer caspienne et les cinq pays riverains, à savoir la fédération de Russie, le Kazakhstan au nord, la république islamique d'Iran au sud, l'Azerbaïdjan à l'est et le Turkménistan à l'ouest. Les autres pays du Caucase du sud et de l'Asie centrale ne sont pas pris, ou peu, en considération. La volonté de maîtriser ce sujet nous impose ce choix évidemment restrictif.

Premièrement : La région caspienne : une vision américaine.

La perception de la région caspienne par l'Administration américaine n'a pas été rectiligne. Car, dans un premier temps les officiels américains ne lui donnaient pas d'importance en raison de son éloignement mais aussi de leur volonté de ne pas contrecarrer Moscou, sa puissance tutélaire depuis des siècles. Cette posture a été observable jusqu'au milieu des années 1990, date d'un véritable changement de cap.

Le fait est que les USA n'ont pas manifesté un quelconque intérêt pour la région durant les premières années du post soviétisme. Les raisons en sont nombreuses. Primo, son souci était de ne pas heurter la Russie, présente dans la région dès la conquête de Kazan, capitale du Tatarstan, en 1552*. Il percevait

Moscou « comme une force stabilisatrice dans le volatile environnement postsoviétique »³. La Fédération de Russie n'avait pas seulement affiché son intention d'intégrer le bloc occidental, mais elle avait bel et bien intégré « diverses structures internationales, du Conseil de l'Europe à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et elle a contribué à la création de nouvelles institutions, de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) au Conseil Russie-Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Mais nulle organisation ne reflétait comme le G7/G8 l'esprit de l'«Occident collectif» du XXI^e siècle ».⁴

Ce tropisme occidental s'est, par ailleurs et fondamentalement, traduit par la création des partis politiques et des réformes radicales en matière économique, dans le cadre de ce qui était alors communément appelé la thérapie de choc**. Le but était d'en finir avec le communisme et d'intégrer les institutions européennes et occidentales. Beaucoup de traités ont été également signé pendant cette période. Il s'agit notamment du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) à la fin de l'année 1990, celle du Traité Ciel ouvert en 1992, le Document de Vienne sur les mesures de confiance mutuelles en 1999 et l'accord de partenariat, en 1994 avec l'Union européenne. Essentiellement, l'année 1997 a vu la signature de l'Acte fondateur OTAN –Russie⁵. Tout cela n'aurait pas été possible sans le soutien américain. Les USA voulaient assister ce pays à réussir cette entreprise de réformes. Cette volonté s'est révélée au grand jour en 1991 lorsque Moscou s'est vue confié la co-présidence de la Conférence de Madrid sur le conflit israélo-palestinien⁶.

Les officiels américains percevaient la région caspienne pendant ce temps comme une arrière-cour russe. Et, leur engagement déclaré visait la réduction de l'instabilité, assister la Turquie, leur allié traditionnel dans la région et la limitation, autant que faire se peut, du rôle régional de la république islamique d'Iran⁷.

Le changement majeur dans la posture américaine a eu lieu, en revanche, avec la signature à Bakou, la capitale azerbaïdjanaise, du **contrat dit du siècle** entre la SOCAR, sa compagnie pétrolière, et plusieurs majors internationaux. Il s'agit de British petroleum (BP), Amocco et Exxon- toutes deux américaines-, les russes Unocal et Lukoil, ainsi que TPAO, Pennzoil, McDermott, Ramco et Delta Nimir. La société russe Lukoil a, toutefois, vendu sa part en 2003 à la société nipponne, IPEX⁸. Depuis, le monde assiste à une compétition jamais enregistrée par le passé pour le contrôle de cette richesse. Les estimations accordant à cette mer d'importantes quantités de réserves énergétiques compliquent la donne. Un rapport du département d'Etat adressé au Congrès en 1997, indiqua que la Caspienne pourrait renfermer jusqu'à 200 billions de barils de réserves pétrolières⁹. Celui de l'énergie, quant à lui, estima en 2004 ces réserves entre 17 et 33 milliards de barils, celles de gaz étaient estimées à 6630 milliards de mètre cubes.¹⁰

A l'heure présente, les réserves prouvées sont estimées à 48 billions de barils de pétrole brut et celles du gaz naturel à 292 trillions de mètre cubes. Plus encore, environ 20 billions de barils de pétrole brute et 243 trillions de mètre cubes de gaz naturel reste encore à découvrir en caspienne¹¹. Dès lors, les américains ne font plus mystère de l'importance qu'ils accordent à la région. Et, leurs objectifs se sont davantage précisés. Schématiquement, ils pourraient être résumés comme suit: Le

contrôle des ressources énergétiques, promotion de la démocratie, des droits de l'homme et la consolidation des opportunités d'affaires pour leurs compagnies pétrolières et celles de leurs alliés occidentaux. Il est question aussi d'intégrer la région dans le système économique mondial et d'assurer la sécurité des investissements euro-atlantiques dans ce secteur. Enfin, veiller à ce que la Russie ait un rôle amoindri en tissant des liens de défense avec des Etats du Grand-Caucase et de la Caspienne tels que l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine et la Géorgie¹². Néanmoins, la priorité, pour les américains, n'est pas forcément accordée à l'énergie, car le moyen-orient a toujours répondu présent pour couvrir leurs besoins. Ils utilisent la carte de l'énergie et les questions qui lui sont connexes pour faire en sorte qu'aucune puissance rivale n'y émerge.

Deuxièmement: Action américaine en Caspienne : principaux leviers

Dans son entreprise visant la mise sous tutelle de l'espace caspien, l'administration américaine n'a pas hésité sur les moyens à mettre en œuvre. Instrumentalisation d'Etats locaux, mise en place d'une véritable stratégie en matière de production et d'exportation de l'énergie ainsi que la coopération dans les domaines les plus variés, économique, politique et sécuritaire plus particulièrement. Il s'agit d'une stratégie globale pour s'assurer d'une place de choix dans cette zone brusquement passée au premier rang des priorités de sa politique étrangère.

Les américains ont recours, ici comme ailleurs, à une politique à facettes multiples. Le jeu en vaut la chandelle, car cette région est d'une importance géopolitique majeur. Non seulement pour ses richesses, réelles ou exagérées, mais particulièrement pour son ancrage en Eurasie. Une aire géographique que beaucoup de géographes et de spécialistes en géopolitique, à l'instar de l'anglais John Halford Mackinder, ont souligné dès le début du vingtième siècle le rôle crucial pour quiconque entend dominer la planète. A l'effet d'assurer leur présence sur cet échiquier, les américains ont conçu et mis en œuvre une politique contenant des éléments aussi multiples que variés.

1/ Azerbaïdjan et Turquie : deux points d'appui

Les rapports américano-azéris n'ont pas été au beau fixe lors des premières années de l'indépendance de cette république du sud Caucase. Jusqu'en 1997, ils évoluent conformément à la section 907* du Freedom Support Act dont la finalité est aussi d'encadrer les relations entre les deux pays. Ce document prive les autorités Azéries de toute assistance à cause du conflit du Haut-karabakh. En fait, il leur impute la responsabilité de la reprise des hostilités avec l'Arménie¹³. Les azéris, pour leur part, interprètent ledit document comme « une prise de position inadmissible, qui non seulement favorise l'agresseur arménien, mais punit injustement les populations azerbaïdjanaises victimes de ce conflit »¹⁴.

Néanmoins, cette posture ne dura pas assez longtemps puisqu'à compter de 1997 l'Administration américaine sa vision de la région et l'Azerbaïdjan redevint subitement un allié sur lequel elle pourrait compter pour contrebalancer la percée d'autres acteurs, notamment la Russie et la république islamique d'Iran. Ces deux

Etats ainsi que l'Arménie constituent l'axe de refus de tout contrôle américain de la zone.

En effet, il ne serait pas inutile de rappeler que Zbigniew Brzezinski, cet ancien conseiller auprès du président Jimmy Carter, a ouvertement octroyé à l'Azerbaïdjan un rôle pivot dans la politique régionale américaine. Selon lui «un Azerbaïdjan indépendant, relié aux marchés internationaux par des pipelines qui évitent les territoires sous influence russe, permet la jonction entre les économies développées, fortes consommatrices d'énergie, et les gisements convoités des républiques d'Asie centrale. Le sort de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale, à l'égale de celui de l'Ukraine, dictera ce que sera ou ne sera pas la Russie de l'avenir.»¹⁵ Le Silk Road Strategy Act adopté au courant de l'année 1999 s'inscrit en droite ligne de cette stratégie. Proposé par le sénateur Sam Brown, ce document comporte les objectifs et les priorités des Etats unis en caspienne.

Mr. Brown estima alors « une montée des réactions anti-occidentales et anti-américaines en raison des pressions exercées sur la région par l'Iran entre autres.»¹⁶ Pour y faire face, les américains ont intérêt à ce que leur relation avec l'Azerbaïdjan soit assainie. A fortes raison lorsque l'on sait que les deux pays ont des divergences avec Téhéran et de bons rapports avec la Turquie, un allié traditionnel de Washington. En effet, la proximité turco-américaine remonte à 1952, date de l'adhésion d'Ankara à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. En région caspienne, la Turquie est un joker sur lequel la Maison Blanche mise, aussi et surtout. Depuis l'indépendance des nouveaux Etats environnant la Caspienne, ce pays y mène une activité tous azimuts. Il est le premier investisseur dans la région avec un montant ayant dépassé la barre de 1,5 milliards de dollars entre 1992 et 1998. Washington considère «l'attention croissante turque et son activisme régional comme une source de réconfort et un soutien contre l'influence iranienne»¹⁷. Mieux, il voit d'un bon œil la diffusion de son mode d'organisation politique et économique.

Contrairement au régime des mollahs dont l'hostilité profonde à l'égard des Etats Unis et de l'occident, est ouvertement affichée, en sus de sa nature révolutionnaire radicale, le régime turc est, à contrario, plus proche du modèle occidental. Laïc, modéré et multi partisans, il répond globalement aux normes de l'occident. Il est donc souhaitable pour eux qu'il se diffuse dans la région. Ainsi, le cercle de l'anti-américanisme ne s'élargit pas.

2- L'énergie et son exportation aux marchés mondiaux

Connu depuis l'antiquité, Le pétrole caspien n'a jamais suscité autant de rivalité. Son exploitation était autrefois réglementée par des accords soviéto-iraniens*. Aujourd'hui trois autres Etats sont venus compliquer la donne. Le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan - riverains qu'ils cette étendue d'eau - revendiquent, et c'est fort légitime, leurs parts de richesse. Les cinq Etats riverains ne sont, au demeurant, parvenus à un accord relatif au statut légal de cette mer qu'en 2018, quasiment 30 ans après la fin de l'URSS. Un signe qui ne trompe pas sur l'ampleur des difficultés et des mésententes apparues à ce sujet. Par-delà cette posture certes délicate, la multiplicité d'acteurs extérieurs qui s'y activent ajoute à la complication de la donne. D'aucuns sont intéressés par la manne pétrolière alors que d'autres sont

mus par des considérations géopolitiques, même si la présence de leurs sociétés y est manifeste.

- Compagnies pétrolières : Le rush

La première caractéristique de l'après soviétisme reste, à n'en pas douter, le « grand jeu » qui se déroule dans la région. Animé par de multiples Etats, les enjeux qui lui sont liés sont de deux ordres. Pour certains, le pétrole dont dispose la mer caspienne est une aubaine pour arrondir leurs richesses, d'autres sont mus par des calculs purement et simplement politiques liés fondamentalement au leadership régional, voire mondial. Les Etats unis, pour ce qui leur concerne, perçoivent cette question d'abord comme une source de diversification des points d'approvisionnement pour leurs alliés européens. Dépourvus des ressources énergétiques, ces derniers souffrent de la forte dépendance au moyen orient et jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine à la Russie. Cela traduit leur extrême vulnérabilité quant aux éventuels chocs géopolitiques que pourraient connaître leurs zones d'approvisionnement.

Les Etats unis, pour leur part, sont, depuis peu, non seulement un puissant producteur mais, surtout, un exportateur net du pétrole et du gaz. Depuis 2017, ils détrônent l'Arabie saoudite en devenant le premier producteur mondial grâce à l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste. En 2021, leurs productions étaient de l'ordre de 711 millions de tonne de pétrole, soit 17% de la production mondiale. Cette énorme production leur a permise d'occuper la première place. Elle était de 33% plus que la fédération de Russie et pas moins de 38% plus que l'Arabie Saoudite. Idem pour la production gazière. Pendant cette même année, elle était de 23,1% de l'ensemble de la production mondiale¹⁸. En dépit de ce classement, leurs entreprises figurent, dès l'entame dudit « grand jeu », au sein du Consortium international chargé de l'exploitation du pétrole azéri. Conformément à l'esprit du contrat signé en 1994 avec l'Azerbaïdjan, trois de leurs compagnies ont eu des parts respectables : 17% pour Amoco, 9,82% pour Pennzoil et la part d'Unocal de 9,52%¹⁹. Plus important encore, en 2013 deux autres entreprises, ExxonMobil et ConocoPhillips, figuraient parmi les sept signataires de l'accord portant exploitation du champ pétrolifère de Kachagan. Pour ces entreprises, il est clair que le but est de renflouer leurs tirelires respectives contrairement à leur gouvernement, obnubilé qu'il est, par le maintien de sa suprématie planétaire.

Les calculs géopolitiques n'ont pas pesé sur les stratégies des compagnies américaines, du moins en matière d'exploitation et de production de l'énergie stricto sensu. Ce qui n'est pas le cas avec la question relative à son exportation.

- Le BTC, un autre symbole de l'influence américaine

Cette question de l'évacuation de l'énergie a fait l'objet d'une bataille implacable entre russes et américains dès 1994 et parfois même entre compagnies et leurs gouvernements. Ces divergences s'expliquent, il n'y a pas l'ombre d'un doute, par les intérêts, à tout le moins, contradictoires des uns et des autres. Washington et Moscou poursuivent des objectifs s'inscrivant au cœur de leurs logiques de

concurrence géopolitique. Leurs entreprises sont, quant à elles, mues tout simplement par le gain. Cette rivalité se dévoile dans les propositions de voies d'acheminement de l'énergie faites par les différents Etats impliqués ou concernés par les évolutions de la région. Plusieurs routes ont ainsi été suggérées.

1/La route du Nord reliant Bakou à Novorossisk : connue aussi par la voie russe. Elle permet d'évacuer le pétrole azéri et kazakh au port russe de Novorossisk, situé sur la mer noire.

2/ La route Sud (Bakou –Iran) : elle devait écouler le pétrole caspien à travers la république islamique d'Iran, puis à partir des ports du golfe persique au marché international.

3/La route Ouest (Bakou- Soupsa) : elle proposait le transport du pétrole azéri au port géorgien de Soupsa, situé sur la mer noire et alternativement au port turc de Yomourtalik. Elle devrait également prendre en charge le transport du pétrole et du gaz kazakh ou turkmène dans le cas où un oléoduc sub-caspien est construit sur le territoire azéri.

4/ La route de l'Est (Afganistan-Pakistan) : elle devait traverser la Chine pour alimenter les marchés de l'Asie de l'Est, le Japon et la Corée.

5/ La route Nord-ouest : elle propose de nombreuses alternatives via les Balcons pour contourner les détroits du Bosphore et les Dardanelles. Le pétrole caspien serait acheminé par Tankers du Port de Novorossisk ou de Géorgie à l'Ukraine, La Roumanie et la Bulgarie pour être ensuite transporté au pays d'Europe centrale et occidentale.

6/ La route Sud-est : elle mène à l'océan indien en traversant l'Afghanistan et le Pakistan. Elle concerne en premier lieu la production Turkmène, mais elle espère d'attirer le pétrole et le gaz azéri et Kazakh²¹.

7/ La route sud-ouest (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) : il s'agit l'option préférée de l'administration américaine. Depuis sa mise en service, il a permis au pétrole caspien d'être écoulé via la mer méditerranée, échappant ainsi à toute dépendance à l'égard des voies du nord passant par le territoire russe. Évoquée en 1992 par les présidents azéri Aboulfaz Eltchybi et le turc Torgut Ozal, elle n'a connu un début de concrétisation qu'en 1999 après la signature d'un accord entre les deux pays sous l'égide du président Bill Clinton, en marge de la tenue du sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe le 19 septembre la même année²². Ce projet a connu beaucoup de péripéties liées fondamentalement aux réticences des compagnies pétrolières en raison des estimations exorbitantes de son coût. Sa construction bouclée en 2005 a coûté 2,95 milliards de dollars et a employé 15.000 personnes. 70% de son coût a été pris en charge par l'International Finance Corporation, la banque européenne pour le développement et la construction et d'autres banques commerciales. Le reste du montant, soit 30% ²³, a été assuré par une multitude de sociétés pétrolières*. Son inauguration s'est déroulée en juin 2006 avec l'écoulement des premiers volumes pétroliers. Ainsi, Les efforts intenses qu'a déployés Washington aboutirent en fin. D'abord, la Russie et l'Iran s'en trouvent,

toutes deux, privées de fortes royalties liées aux droits de transit. Ensuite, l'opération d'évacuation du pétrole se trouve sécurisée contre toute pression probable de la part de ces deux Etats. Car, Moscou n'hésite souvent pas à recourir à l'instrumentalisation de cette question pour influencer les positions politiques des Etats régionaux utilisant les tracés traversant son territoire. Les alliés de Washington, quant à eux, bénéficient de la sorte d'une source d'approvisionnement alternative sans craindre d'être confrontés à un quelconque chantage russe ou iranien. Le BTC demeure, ainsi, un instrument de choix de la politique étrangère américaine pour contrecarrer toute influence irano-russe sur la région de la caspienne.

3/ La sécurité, l'autre facteur de rapprochement

Les questions de sécurité sont aussi un autre registre sur lequel s'appuie l'administration américaine. Au sein de l'Alliance atlantique, sa diplomatie s'active bilatéralement et multilatéralement. Tout en modifiant sa doctrine, cette Organisation a entamé un processus d'élargissement à des Etats autrefois soviétiques. Cela n'aurait pas été possible s'il n'y avait pas le feu vert américain. Le Partenariat pour la paix (PpP) était la traduction effective de ce nouveau tropisme. A compter de 1994, quatre pays du pourtour caspien, à savoir l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan et la Russie, ont adhéré à ce mécanisme, dont l'objectif était le renforcement de la stabilité et la coopération en matière de sécurité. Une assistance a été prodiguée à l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan à l'effet de faire aboutir les réformes de leurs structures militaires. Les forces de l'OTAN ont, à ce propos, assuré des missions d'entraînement et d'instruction. Elles ont aussi participé à des manœuvres militaires conjointes.

La Russie, pour sa part, n'a évidemment pas été écartée de ce processus. La coopération avec ce nouveau partenaire a touché notamment le domaine de la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. Aussi, pour assurer le succès de la mission ISAF en Afghanistan, elle a autorisé l'Organisation de l'Atlantique Nord à utiliser sa base aérienne d'Ulyanovsk tandis que les Autorités azéries ont envoyé 94 soldats²⁴. Signe d'un véritable rapprochement, son secrétaire général, Javier Solana, s'est déplacé en 1997 à Bakou en visite officielle. Premier du genre d'un haut responsable de l'Otan, ce périple traduit « l'émergence de cette région comme une composante essentielle des plans de sécurité américains et européens pour un carrefour énergétique pivot de l'Eurasie »²⁵. L'on a vu, en effet, de nombreux autres événements s'inscrivant dans cette logique de renforcement des rapports entre cette structure otanes que et les Etats locaux, plus fondamentalement durant la période d'après septembre 2001. La capitale kazakhe a, dans ce cadre, abrité en 2009 un Forum de sécurité organisé par le Conseil du Partenariat euro-atlantique. Les travaux ont tourné autour de la situation prévalant en Afghanistan et la sécurité énergétique. Le Kazakhstan perçoit ses relations avec l'Alliance comme une part de sa sécurité. L'Université de défense kazakhe confirme ce fait en s'engageant dans l'animation et la mise en œuvre du programme de formation à la défense de l'OTAN. Le Centre de formation du Kazakhstan pour le programme du PpP -Kazcent- y a élu domicile en 2020²⁶.

L'Azerbaïdjan s'est servi de ce partenariat pour intégrer les structures euro-atlantiques. En 2009, la capitale, Bakou, a abrité un séminaire organisé conjointement entre son ministère des affaires étrangères et la direction de défense et de la sécurité économique de cette structure²⁷. La réforme des systèmes de défense des partenaires et l'interopérabilité avec les forces de l'Otan sont aussi au cœur de ce programme. Modification de l'approche de sécurité de ses partenaires, révision du rôle de l'institution militaire et coopération internationale à l'effet de renforcer la stabilité régionale s'inscrivent aussi dans cette même logique réformatrice.

Bilatéralement, les efforts américains pour consolider la défense de ces pays n'ont jamais été démentis. Depuis 1997, une intense activité a vu le jour. Organisation régulière de manœuvres militaires conjointes et octroi de bourses destinées au financement de la formation et de l'encadrement des soldats figurent au centre de son dispositif régional.²⁸ Plus important encore, en 2003, Washington a été à l'origine de l'initiative des gardes de la Caspienne avec pour finalité l'amélioration des capacités des forces navales kazakh et azérie. Il s'agit, d'un programme d'équipement et d'entraînement pour lutter contre le terrorisme, la prolifération, le trafic illicite de drogue et la protection des zones économique sensibles, les installations pétrolière et gazière plus spécialement²⁹. Les visites de responsables civile et militaire à la région sont un autre volet de leur stratégie régionale. Le premier responsable du département d'Etat s'est rendu à Astana, la capitale, fin février 2023. Cet activisme ne pouvait qu'aplanir les divergences et consolider les rapports entre ces partenaires.

4/ Liberté, démocratie et droits de l'homme ou le soft power en action

S'inspirant, indubitablement, de la théorie de Joseph Nye sur le soft power, Washington a abandonné la manière forte pour faire rallier les régimes locaux à sa politique. Concrètement, Il entendait orienter ces Etats dans un sens favorable à ses intérêts loin de la force et la coercition. Effectivement, l'examen des mutations survenues sur la scène mondiale démontre le profond changement dans la nature et les critères de la puissance. En somme et à l'inverse des thèses réalistes, la force militaire n'est plus un déterminant crucial à ce propos. Désormais la puissance se définit aussi et surtout par «la capacité à faire accepter comme universelle une vision du monde particulière afin que la domination de celui qui la produit soit acceptée car considérée comme légitime³⁰». Le père fondateur et théoricien en chef de ce fameux concept affirme, dans un article publié en 2004, que le « Soft power is the ability to get what you want through attraction rather than coercion or payments. When you can get others to want what you want, you do not have to spend as much on sticks and carrots to move them in your direction. Hard power, the ability to coerce, grows out of a country's military and economic might. Soft power arises from the attractiveness of a country's culture, political ideals, and policies. When our policies are seen as legitimate in the eyes of others, our soft power is enhanced³¹ ».

Dans sa politique à l'égard du monde ex-soviétique, l'Amérique se sert de cet instrument. Le Freedom support Act adopté par le Congrès le 24 octobre 1992 en témoigne. De part cet Act, elle entendait promouvoir les valeurs de la liberté, de la démocratie, de son modèle politique, social et économique. Pour schématiser, c'est de

la diffusion de l'American way of life dont il s'agit. Beaucoup d'action ont été entreprises dans ce domaine. Le soutien (in)direct aux révolutions de velours des années 2000 et l'assistance aux organisations non gouvernementales ont débouché dans certains cas sur l'arrivée au pouvoir de nouvelles élites politiques acquises à ses thèses. Appuie et assistance aux réformes démocratiques se trouvent au cœur de ce soft power.

Dans de nombreux cas, à l'instar de l'Azerbaïdjan, les nouvelles Autorités ont entrepris des réformes démocratiques pour se mettre à l'abri de tout retour éventuel à la période ante. L'équipe dirigeante azerbaïdjanaise « souhaite consolider et légitimer son pouvoir tant sur la scène nationale qu'internationale. À cette fin, le pays s'empresse de devenir membre d'Organisations internationales et s'engage à mettre en œuvre une série de réformes institutionnelles selon les principes de la démocratie occidentale et de la séparation des pouvoirs »³². La mise en pratique de cette stratégie suggérée par Joseph Nye a eu un double résultat. Elle a permis, d'abord, au modèle américain de se faire des adeptes et ouvrir, ensuite, la porte de beaucoup d'institutions internationales sous contrôle euro-atlantique aux Etats régionaux.

Troisièmement : "L'axe russo-iranien", le rabat-joie

Face à l'action américaine, la Russie en tant que puissance historiquement tutélaire de la région, n'est pas restée bras croisés. Parmi ses actions-phares pour limiter l'emprise américaine, elle n'a pas hésité à contracter alliance avec un autre Etat régional, connu par son hostilité légendaire à Washington, à savoir la république islamique d'Iran.

A l'effet de contrecarrer toute percée américaine, les russes et les iraniens conjuguent leurs efforts. A l'échelon planétaire, ils revendiquent, à cor et à cri, une multipolarité dans la gestion des affaires mondiales. Ils estiment, à tort ou à raison, que le moment n'est plus à cette unipolarité prévalant depuis la fin de l'URSS. Car de nombreux Etats, à commencer par la Russie et la Chine, ont atteint, selon eux, un niveau de développement respectable dans divers domaines, -militaire, technologique et économique entre autres. Ce qui leur donne, suivant cette logique, une place de choix dans la conception et la mise en œuvre de toute politique d'envergure planétaire. Dans leur tentative de revoir les fondements de l'ordre mondial en place, ils ont créé une organisation inter gouvernementale, dénommée le Brics*. L'objectif est d'élargir le cercle des mécontents et faire contrepoids à l'alliance euro-atlantique. La fédération de Russie et l'Iran des Mollahs demeurent les plus hostiles à la présence américaine en Caspienne. Non seulement Moscou y voit toute implantation de puissances étrangères, au premier chef celle de Washington, une perte de son influence, mais aussi et surtout, une fragilisation de sa sécurité nationale. Idem pour la république islamique d'Iran, dont les rapports avec ce pays sont exécrables depuis l'arrivée de Khomeiny au pouvoir en 1979. En raison de cette hostilité, russes et iraniens se trouvent à présent sous le coup de sanctions américano-européennes. Téhéran est dans cette situation depuis 1979 alors que Moscou l'est depuis son invasion de l'Ukraine en février 2022. Ces sanctions sont un autre facteur de rapprochement entre les deux pays. Dans les faits, le début de cette "alliance"

remonte à la mi-1990 et plus précisément à la visite du ministre des affaires étrangères de Téhéran Ali Akbar Welayati en 1996 à Moscou³³.

Haut responsable de la politique étrangère russe, Albert Chernyshev a fait savoir suite à cette visite que : « notre pays s'oppose à l'isolation de l'Iran dans le système des relations internationales que les Etats unis veulent. Nous croyons à la coopération avec l'Iran. Nous le faisons maintenant et nous continuons à le faire. »³⁴ A partir de cette date, les deux pays coopèrent dans différents secteurs dans le but d'éloigner toute influence de puissances étrangères dans la région. Militairement, ils s'opposent énergiquement à l'élargissement de l'Alliance atlantique. Téhéran est devenue, en 2005, membre dans le projet russe Caspian force, tout comme il a bénéficié du statut de membre observateur au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Son admission en tant que membre à part entière est intervenue en septembre 2022 lors du sommet tenu à Samarkand, en Ouzbékistan. L'Iran est ainsi le troisième pays du pourtour caspien membre de cette organisation, à côté de la Russie et du Kazakhstan*. Au mois de novembre 1997, les Autorités russes ont annoncé qu'elles entendent conclure avec l'Iran une transaction de vente d'équipements militaires d'une valeur de 4 billions de dollars entre 1997 et 2007³⁵. En contrepartie, Téhéran a offert des facilités aux forces navales russes dans ses trois ports de Chabahar, Bandar Abbas et Bandar Boushehr, contrairement au principe du refus de toute présence militaire sur son sol. Exercices et manœuvres navales sont aussi régulièrement organisés. En septembre 2020 des exercices conjoints entre unités russe et iranienne ont eu lieu au large de la Caspienne. L'année suivante, soit en 2021, des manœuvres militaires iraniennes ont été organisées près de la cote azérie³⁶.

D'autres exercices ont lieu, périodiquement, avec d'autres Etats tels que le Kazakhstan à l'effet, d'abord, d'échanger tactiques et expériences en la matière³⁷ et, ensuite, barrer la voie aux américains en améliorant leurs rapports et, notamment, ceux ayant trait aux questions de sécurité et de défense. Autre fait témoignant de la convergence de leurs points de vue est leur entente quant au statut de la mer Caspienne. Téhéran s'est aligné sur la thèse russe lors de l'élaboration et la rédaction de la convention portant statut juridique de cette mer de 2018. Signée à Aktau au Kazakhstan, cette convention stipule dans son article 6 alinéa 3 l'interdiction de la présence de forces armées n'appartenant pas à un Etat- partie de la convention. Clairement, toute coopération, conformément à son article 16, avec un Etat non riverain ne doit être contraire ni à la lettre, ni à l'esprit de la convention³⁸. Ces dispositions, voulues et obtenues par les deux pays, font clairement allusion aux Etats unis d'Amérique.

Leurs liens se renforcent également en matière énergétique, richesse par laquelle la caspienne est connue. La manne pétrolière leurs importe peu comparativement aux voies et moyens de son écoulement aux marchés internationaux. Ils continuent, dans cette même veine, de mettre en relief les avantages que peuvent avoir les compagnies étrangères au cas où elles emprunteraient la voie du Nord passant par la Russie ou celle du sud traversant le

territoire iranien en cas de sa concrétisation, la plus courte, la plus commodes et la plus rentable de toutes les autres. Les échanges commerciaux, quant à eux, se développent depuis des années. A la fin du premier mois de l'année 2016, ils ont augmenté de 80% sur un an. Au troisième trimestre de cette même année leur volume des échanges a atteint 1,6 milliards de dollars, sans omettre la signature d'un contrat pour un montant total de 40 milliards de dollars au début de la même année.¹⁹

Autres exemples, Moscou, Téhéran et Bakou se sont mis d'accord en 2023 pour construire une voie ferrée, longue de 180 km, devant relier les deux villes de Rasht et d'Astara, la première en Iran, la seconde en Azerbaïdjan. Un mémorandum a été, de surcroît, signé en 2022 entre ces trois capitales à l'effet d'aplanir les difficultés entravant la circulation de la marchandise entre leurs pays respectifs ⁴⁰. On le voit, les rapports russo-iraniens s'améliorent d'une manière constante en raison de la conformité remarquable et remarquée de leurs visions au regard de la configuration de l'ordre mondial et les sanctions occidentales qui leurs sont imposées.

Conclusion

Tout bien pesé, l'action politique américaine dans la région sur laquelle penche cette étude rencontre de nombreux écueils dans la réalisation de ses objectifs. Les raisons sont multiples. Au premier chef, les Etats locaux n'affichent pas de signe favorable au mode de gouvernance qu'elle défend bec et ongle. Les alliés de Washington -l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan- s'installent, contre toute attente, dans un autoritarisme pur jus. Des élections s'organisent, certes cycliquement, mais leur conformité aux canons occidentaux laisse à désirer. Elles servent assez souvent à garantir la survie et le maintien de dynasties au pouvoir, à l'exemple de l'Azerbaïdjan. Avec une certaine nuance, c'est, à contrario, au triomphe du modèle de gouvernance russe auquel on assiste.

Le secteur énergétique semble, quant à lui, profité aux thèses américaines. Par le truchement de leurs compagnies, Washington marque sa présence dans la prospection et l'extraction des hydrocarbures. Ces dernières ont réussi à s'approprier des parts dans de nombreux contrats pétroliers et gaziers. Secundo, le gouvernement fédéral a su exercer les pressions nécessaires pour imposer la voie du sud – ouest (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) pour évacuer la production du pétrole caspien aux marchés mondiaux. Il convient, cependant, de souligner que si la route du sud, celle traversant le territoire iranien, a certes été abandonnée en dépit de ses multiples avantages, celle du nord (Bakou-Novorossiisk) reste, contre toute attente, opérationnelle. La volonté, toujours manifeste, des Etats locaux d'échapper à l'emprise d'une seule puissance, qu'elle soit américaine ou russe, explique son maintien, au grand bonheur de Moscou.

La coopération irano-russe a fini par payer dans l'élaboration d'un statut légal pour la mer Caspienne. Une convention a été signée en 2018, après plus de deux décennies de mésententes et de divergences à ce sujet. Le plus grand succès russo-iranien est d'avoir pu convaincre les autres pays signataires de ladite convention de la nécessité impérieuse (l'alinéa 3 de l'article 6 faisant foi) d'interdire toute présence militaire d'Etats non partie prenante. Rappelés, ces faits renseignent sur la position

non dominante des Etats Unis. Nonobstant les efforts de Titan qu'ils ont déployés, la fédération de Russie et la République islamique d'Iran restent encore présentes dans la dynamique régionale. Mieux encore, leur rapprochement démontre, si besoin est, une résilience inouïe, plus particulièrement, à l'ère des sanctions occidentales dont ils ont la cible. En peu de mots, le jeu de puissances reste ouvert. Car, si les américains ne semblent pas ralentir leur offensive politico-diplomatique, russes et iraniens, de leur côté, tiennent fort bien. Et Moscou, plus encore que Téhéran, y reste, in fine, un acteur incontournable.

Références bibliographiques:

- ¹- Soheil, Ataei H., Amir Jabari Kh., Amir Mohammad Khakpour, Seyed Ahmad Neshaei et Dariush Yosefi Kebria, "Long-term Caspian Sea level variations based on the ERA-interim model and rivers discharge", International Journal of River Basin Management. Issue 4, vol.17, 2019, (pp.507-516) p. 508
- ²- Nathan R., Grison, NATO's Energy Security Policy Put to the Caspian Test, Connections, Vol. 12, No. 2, printemps 2013, (pp.83-94), p.83
- ^{*}- La prise de Kazan en 1552 et celle du khanat d'Astrakan en 1556 par Ivan IV Vassiliévitch (né en 1530 et mort en 1584), le premier tsar de Russie, surnommé Ivan le terrible en raison de sa cruauté. Cette conquête constitue le début de l'impérialisme russe dans la région. Kazan se trouve à 700 km de Moscou sur la rive gauche de la Volga alors qu'Astrakan est à 1200 km toujours à l'est de la capitale russe. Elle est également située sur la Volga et la mer caspienne.
- ³- Carlo, Frappi, The Caspian Sea Basin in United States Strategic Thinking and Policies, in The Caspian Sea Chessboard. Geo-political, geo-strategic and geo-economic analysis.(edited by Carlo Frappi, Azad Garibov), p.183
- ⁴-Andrey Kortunov, Moscou et le G7 : un drame en trois actes, prologue, et épilogue. Traduit du russe par Boris Samkov. Politique étrangère, n° 2, année 2019, (pp.75 à 89), p. 75
- ^{***}- La thérapie de choc est un programme de réforme économique conçu et mis en application par Igor Gaidar. Il porte sur la libéralisation des prix et la privatisation radicale. Igor Gaidar signa sa première entrée au gouvernement russe un mois avant la disparition officielle de l'Union soviétique. Il a été nommé le 06 novembre 1991 vice premier ministre. En 1992 il est désigné premier ministre du Président Boris Eltsine et son ministre des finance en 1993 et 1994.
- ⁵-Jean, de Gliniasty, L'Occident et la Russie depuis 1989 : les grands malentendus. Revue Internationale et stratégique. Vol.3, n.99, année 2015, (p117-124) p. 121
- ⁶-Ibid,p.21
- ⁷-Bruce R., Kuniholm, The geopolitics of the Caspian basin, Middle East Journal. Vol. 54, n°4, automne 2000, (p 546-571), p. 566
- ⁸-Vugar Mammadzada, Mahammadali, Khayal Iskandarov Ibrahim et Arzuman Gasanov Gardashkhan, Caspian region: geopolitical arena. Clash of interests and energy security. Civitas et Lex, Vol. 2 ,n°26, année 2020,(pp.07-28), p.10
- ⁹- Robert A., Manning, The myth of the Caspian great game and the "New Persian Gulf", The Brown Journal of World Affairs. Vol. 7, n° 2, été 2000,(pp.15-33), p.17
- ¹⁰-Mer Caspienne : enjeux pétroliers
https://inis.iaea.org/collection/NCLCollectionStore/_Public/37/046/37046926.pdf,p.4, 26 p.
(Site visité le 15 juillet 2024)
- ¹¹- U.S. Energy Information Administration, Overview of oil and natural gas in the Caspian Sea region, août 2013, p.8

https://www.eia.gov/international/content/analysis/regions_of_interest/Caspian_Sea/caspian_sea.pdf (site visité le 15 juillet 2024)

¹²- Sadia, Sulaiman, Us policy in oil-rich Caspian basin, Strategic studies, hiver 2001, vol.21, n°4, (pp.87-115), p.90

*-Le Freedom Support Act été conçu en 1992 pour assister la Russie et les démocraties émergentes en Eurasie. La Section 907 de cet Acta été votée sous la pression de l'Arménie et les nombreux lobbies qui lui sont favorables aux Etats unis.

¹³-Raphaelle, Mathey, La stratégie politique américaine en Azerbaïdjan. *Hérodote*, Vol.2, n°129, (pp.123-125), p14

¹⁴ -Ibid, p.125

¹⁵-Zbigniew, Brzezinski, Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde. Editions Bayard, 1997, p. 75

¹⁶-Raphaelle, Mathey, La stratégie politique américaine en Azerbaïdjan. Op.cit., p.126

¹⁷Sadian Sulaiman, US policy in oil-rich Caspian states.Op.cit., p.102

*-Au nombre de deux, ces accords remontent à la première moitié du 20^{ème} siècle. Le traité d'amitié signé le 26 février 1921 entre l'Union soviétique et la Perse et l'Accord de commerce et de navigation du 25 mars 1940 entre l'Union soviétique et l'Iran.

¹⁸ -Pierre, Rouault, La révolution du gaz et du pétrole de schiste aux Etats-Unis. Novembre 2022, www.uarga.org/downloads/Documentation/2022-5-La-revolution-gaz-petrole-USA.pdf (site visité le 10 mai 2024)

¹⁹-Christoph, Bluth, Us foreign policy in the Caucasus and Central Asia: politics, energy and security.Ed. I.B. Tauris 2014, p.178 .

²¹- R. Hrair, Dekmejian et Hovann H., Simonian, Troubled waters. The geopolitics of the Caspian region.Ed. I.B.Tauris& Co Ltd, 2003, pp.35,36.

²²-Araz, Aslanli, la politique énergétique de Bakou. Traduit de l'anglais par Julien Hautefort, Outre-Terre, 2016, (pp.342 à 353),p.349

²³-Yasha, Haddaji, Les hydrocarbures dans le Sud-Caucase : Grandes manœuvres autour des ressources de la Caspienne. *Le Courrier des pays de l'Est*, vol.3, n°1043, année 2004, (pp.12-23). p.18

*-De différentes nationalités, ces entreprises sont de renommée mondiale. Il s'agit de la britannique BP, la compagnie nationale azérie Socar, l'américaine Unocal, Statoil de Norvège, TPAO de Turquie, l'italienne Eni, la française Total, Itochu la nipponne, nipponne Inpex, Conoco Phillips des Etats unis, Amerada Hess des Etats unis.

²⁴- Nathan R., Grison, NATO's energy security policy put to the Caspian test. *Connections*, Vol. 12, n°. 2, printemps, 2013, (pp 83-94), pp. 90, 91.

²⁵-Glen E., Howard, NATO and the Caucasus: the Caspian axis. In:Nato after enlargement: new challenges, new missions, new forces. Strategic studies institute, US army war college ed. Stephen J. Blank et autres, p.151.

²⁶-Katchon, Le Kazakhstan et l'Otan : l'atlantisme au cœur de l'Eurasie. 5 novembre 2023, <https://reseauinternational.net/le-kazakhstan-et-lotan-latlantisme-au-coeur-de-leurasie/>

²⁷-Jennifer, Cunningham and Steve, Teyetiv, Nato and Caspian. *Journal of energy security*. Avril 2012,

http://ensec.org/index.php?option=com_content&id=352:nato-and-the-caspian&itemid=389 (site visité le 15 août 2024)

²⁸-Roy, Olivier, Caspienne : une histoire d'oléoduc, ou les illusions de la géostratégie. *Critique internationale*, vol. 8.année 2000, (pp. 36-44) p.42,

²⁹-German, Tracey, Russia and the Caspian Sea: projecting power or competing for influence? Strategic Studies Institute and U.S. Army War College Press, août 2014, p.42

³⁰-Mathey, Raphaëlle La stratégie politique américaine en Azerbaïdjan,p.133

³¹ Joseph S. Nye, Jr., Soft power and American foreign policy. Political Science Quarterly. Vol. 119, n°. 2, été 2004, (pp. 255-270), p. 256

³²-Mathey, Raphaëlle, La stratégie politique américaine en Azerbaïdjan, op. cit, p.134

*-Initialement, ce groupement d'Etats, appelé communément pays émergents, s'intéressait, objectif avoué, aux opportunités d'investissement. Le 16 juin 2009 a eu lieu à Yekaterinbourg, En Russie, son premier sommet. Il a réuni les premiers responsables de quatre pays que sont Le Brésil, la Russie, l'Inde et la République populaire de Chine. Aujourd'hui le groupe s'ouvre à d'autres pays tels que la république islamique d'Iran, l'Afrique du sud, l'Egypte, l'Ethiopie et les Emirats Arabes Unis entre autres. Au fond, les membres de ce groupe entendent faire contrepoids au bloc occidental mené par les Etats unis.

³³- Robert O., Freedman, Russia and Iran: a tactical alliance, SAIS Review, Vol. 17, n°. 2 , été 1997, (pp. 93-109), p.103,5

³⁴-Cité par Robert O., Freedman, p.103

*-Les deux autres pays riverains de la mer Caspienne que sont le Turkménistan et l'Azerbaïdjan assistent souvent aux travaux de cette structure sans être admis en tant que membre à part entière.

³⁵- ibid., p.104

³⁶-Iran holds border war games amid tense relations with Azerbaijan", Reuters,1 Octobre 2021
<https://www.reuters.com/world/middle-east/iran-holds-border-war-games-amid-tense-relations-with-azerbaijan-2021-10-01/>(site visité le 20 juillet 2024)

³⁷- James M., Dorsey, The Caspian sea as battleground. Mideast Security and Policy Studies, n°. 187, 2021,p.8

³⁸Djamchid,Momtaz, Le statut juridique de la mer Caspienne : la Convention d'Aktau du 12 août 2018,Annuaire français de droit international.Volume 64, année 2018, (pp. 611-622) p.617

¹⁹-Clément,Therme, Les enjeux de la mer Caspienne,Les grands dossiers de diplomatie, n°40, aout - septembre 2017, p.73 .

⁴⁰- Delanoe, Igor, La mer Caspienne : une fenêtre eurasiatique russe sur l'Orient. Confluences Méditerranées, n°124, printemps 2023, (pp.129-141) p.138